

Les Français et l'énergie

En 2012 comme en 2011, les Français sont favorables aux énergies renouvelables. Solaire, bois, pompes à chaleur, ils seraient près de 60 % à les choisir pour se chauffer, s'ils en avaient la possibilité. Les éoliennes obtiennent également un accueil positif.

Sensibles à la question environnementale, les Français sont prêts à modifier leurs comportements face au changement climatique, deux tiers même à faire des sacrifices. Un tiers déclare avoir déjà agi ou avoir l'intention de le faire pour réduire sa consommation d'énergie.

Le coût de l'énergie reste une question centrale : face à une montée des prix, la moitié des Français réduirait sa consommation.

L'information sur le sujet énergétique doit néanmoins être améliorée.

Dans un contexte de réflexion d'envergure sur la transition écologique, et particulièrement sur la question énergétique, la connaissance de l'état de l'opinion des Français sur les différentes énergies et sur leur consentement à agir ou à payer en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre est cruciale. Trois vagues d'enquêtes menées par le service statistique du ministère en charge de l'énergie entre 2011 et 2012 apportent des éléments de réponses qui questionnent notamment l'inégal niveau d'information des Français sur le sujet de l'énergie.

Les Français favorables aux énergies renouvelables et toujours partagés sur le nucléaire

Les Français sont favorables aux énergies renouvelables. Ainsi en juin 2011, près de 60 % les auraient choisies pour

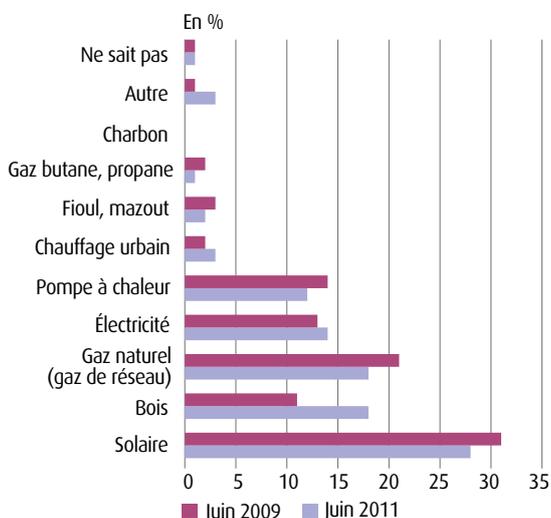
chauffer leur logement (*graphique 1*), s'ils en avaient la possibilité, avec une priorité toujours à l'énergie solaire (28 %), suivie du bois, en progrès de sept points en deux ans, et désormais à égalité avec le gaz naturel (18 %).

En 2012, un regain d'intérêt pour les pompes à chaleur se dessine : interrogés à leur sujet, 30 % pensent qu'elles offrent un bon moyen de chauffage, contre 24 % en juin 2010 (mais 36 % en 2009). Le coût de l'investissement comme les difficultés d'adaptation du système constituent les principaux freins. En 2011, les deux tiers des Français se disaient favorables à l'implantation d'éoliennes à un kilomètre de chez eux, chiffre stable par rapport à l'année précédente. Ceux qui n'y étaient pas favorables invoquaient, pour les trois quarts, les nuisances engendrées, auditives ou visuelles.

Interrogés en juin 2011 (après 2010 et 2009) sur les biocarburants, les Français restaient en revanche incertains. Près d'un quart était sans avis, les autres se partageant à égalité entre ceux qui y voyaient plutôt des avantages et ceux qui y voyaient plutôt des inconvénients. L'avantage évoqué le plus souvent était leur contribution à la réduction des gaz à effet de serre (40 %). Le principal écueil perçu – la concurrence avec les cultures alimentaires, citée par 33 % des personnes interrogées – éclipse les autres.

Début 2012, les Français sont partagés sur l'énergie nucléaire : 47 % pensent qu'elle comporte plutôt des avantages, 42 % y voient plutôt des inconvénients et 11 % n'émettent pas d'avis (*graphique 2*). L'accident de Fukushima au Japon en mars 2011 ne semble avoir eu qu'un effet passager sur cette perception. Ainsi, début 2012, la moitié des Français s'inquiètent du risque d'accident dans une centrale nucléaire, une proportion stable depuis 2007 (47 %). En juin 2011, trois mois après l'accident à Fukushima, ils étaient 61 %. Ce risque reste d'ailleurs le principal inconvénient cité, talonné par la production et le stockage des déchets radioactifs (respectivement 63 % et 61 %). Seuls 4 % de nos concitoyens ne voient aucun inconvénient au nucléaire.

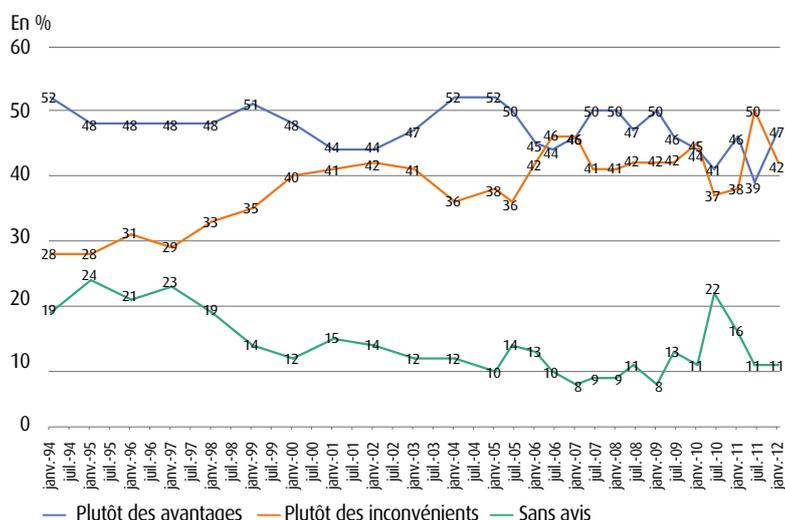
Graphique 1 – Dans l'absolu, si vous en aviez la possibilité, laquelle de ces énergies choisiriez-vous pour le chauffage de votre logement ?



Source : Crédoc*, enquêtes *Conditions de vie et aspirations*, juin 2011.
* Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Pour la première fois depuis 2008, le coût faible du kilowattheure de l'électricité d'origine nucléaire n'est plus le principal avantage cité. Avec 38 % des suffrages, il est très légèrement devancé par l'argument de l'indépendance énergétique du pays (39 %). L'instabilité politique des pays producteurs d'hydrocarbures, suscitant des inquiétudes sur la sécurité d'approvisionnement, n'y est peut-être pas étrangère. L'argument du coût reste toutefois important, notamment dans la période actuelle de flambée et de volatilité des prix de l'énergie : 35 % des Français mettent en avant la stabilité des prix de l'électricité, contre seulement 26 % six mois auparavant. D'ailleurs, si 51 % sont prêts à payer plus cher leur électricité pour qu'elle ne soit plus produite à partir du nucléaire, presque autant n'y sont pas favorables (48 %).

Graphique 2 – Tout bien considéré, le choix du nucléaire pour produire les trois quarts de l'électricité en France présente-t-il, selon vous, plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?



Lecture : en 2012, 42 % des Français pensent que le nucléaire comporte plutôt des inconvénients.
 Source : Crédoc*, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2012.
 * Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

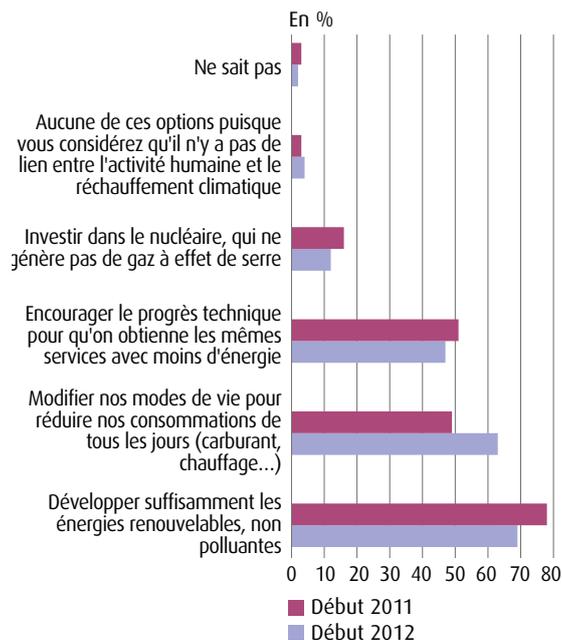
La transition écologique : les Français prêts à changer leurs comportements et à payer ?

Une des orientations de la politique énergétique est de réduire les émissions de gaz à effet de serre pour éviter le réchauffement climatique. L'objectif adopté lors de la conférence internationale sur le climat de Copenhague (2009) est de les réduire de moitié en 2050 par rapport à 1990.

Début 2011, presque neuf Français sur dix se déclaraient prêts à faire des efforts pour limiter le réchauffement climatique : 66 % considéraient prioritaire de laisser une planète habitable à leurs petits-enfants et se disaient prêts à faire des sacrifices ; 23 % se disaient d'accord pour faire certains efforts, sans restreindre leurs déplacements ni leur niveau de confort. Les « climato-sceptiques » n'étaient pas très nombreux : seulement 6 % pensaient qu'il n'est pas prouvé que le climat soit sensible aux activités humaines. Par ailleurs, une minorité (5 %) n'envisageait pas de modifier leur comportement.

Concrètement, début 2012, près de sept personnes sur dix préconisent le développement d'énergies renouvelables pour lutter contre le réchauffement climatique (graphique 3). Presque autant (63 %) recommandent une modification des modes de vie. C'est beaucoup plus qu'un an auparavant : ils étaient alors 49 % à l'appuyer. En un an, la part de ceux qui prônent l'encouragement du progrès technique a perdu quatre points.

Graphique 3 – Face au réchauffement climatique, quelle option doit être privilégiée ?



Lecture : face au réchauffement climatique, 69 % des Français pensent qu'il faut privilégier le développement d'énergies renouvelables non polluantes.

Source : Crédoc*, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2011 et janvier 2012.

* Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Enfin, interrogés sur leurs intentions de travaux dans les douze prochains mois en juin 2011, 10 % des Français pensaient améliorer l'isolation de leur logement, 6 % moderniser leur système de chauffage, 6 % acheter un véhicule bénéficiant du bonus écologique. Au cours des douze mois précédant l'enquête, une part importante avait d'ores et déjà réalisé de tels travaux : respectivement 17 %, 11 % et 9 %. Au total, 36 % des Français avaient agi ou avaient l'intention d'agir pour réaliser des économies d'énergie.

Cela étant, le coût reste déterminant : face à la perspective d'une augmentation du prix de l'énergie dans les prochaines années, une personne sur deux déclarait en juin 2011 qu'elle réduirait sa consommation (graphique 4), soit cinq points de plus que début 2010. Une personne sur quatre aurait investi dans des dispositifs plus économes en énergie, une proportion rétrécie en dix-huit mois. Signe de l'importance du coût de l'énergie, début 2011, les deux tiers des Français déclaraient connaître le montant de leur dernière facture d'électricité à 10 euros près, dont la moitié à l'euro près.

Le coût du carburant explique probablement aussi la préférence pour le diesel : en juin 2011, 45 % des Français auraient opté pour le diesel thermique, s'ils avaient dû acheter une voiture, contre 34 % pour les carburations alternatives (GPL, moteurs hybrides ou tout électrique). Les véhicules électriques semblent perçus comme un moyen de limiter les frais : les plus modestes, mais aussi les personnes qui réduiraient leur consommation en cas de hausse des prix de l'énergie, les auraient choisis davantage, en part relative (respectivement 15 % des ménages touchant moins de 900 euros par mois, contre 8 % pour l'ensemble de la population) – (encadrés 1 et 2).

Les Français sont-ils bien informés sur l'énergie ?

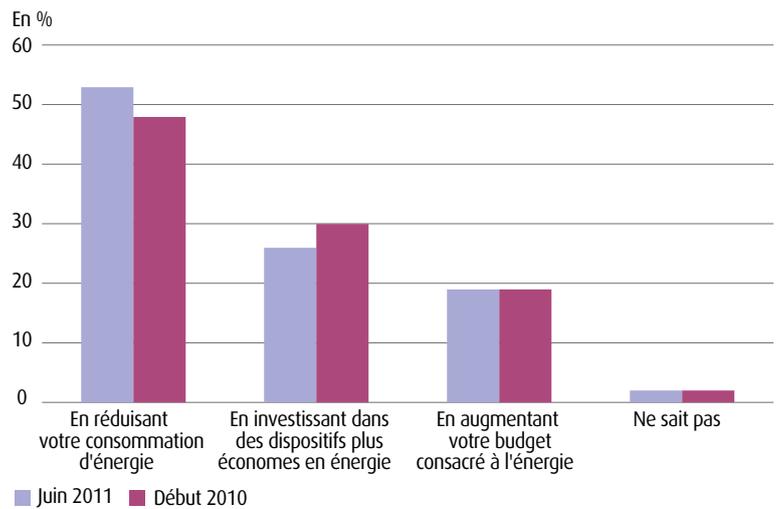
Malgré la sensibilité au coût de l'énergie, les Français semblent insuffisamment informés. Ainsi, en janvier 2012, un sur deux ne connaît pas l'existence des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité et près d'un quart n'en a qu'une vague idée (graphique 5). Seuls 3 % déclarent alors en bénéficier. Comme le souligne le Médiateur de l'énergie dans son rapport 2011, l'écart est grand entre les deux millions d'ayant droit potentiels, et les 650 000 bénéficiaires du tarif social de l'électricité. Le décret n° 2012-309 du 6 mars 2012 relatif à l'automatisation des procédures d'attribution des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz naturel va y remédier.

Début 2011, 61 % des personnes interrogées déclaraient n'avoir jamais entendu parler des compteurs intelligents. L'enquête avait eu lieu avant que leur généralisation ne soit actée par un arrêté le 4 janvier 2012. Les personnes informées étaient partagées sur leur utilité, la moitié estimant que ces compteurs étaient susceptibles de réduire leur consommation d'électricité et l'autre moitié non.

Depuis le début des années 2000, la consommation finale d'énergie est stable entre pétrole (42 %), électricité y compris renouvelable (24 %), gaz (21 %), énergies renouvelables thermiques (9 %), charbon (4 %). Lorsqu'on prend en compte l'ensemble des sources d'énergies renouvelables, leur part dans la consommation énergétique finale dépasse les 13 %. Or aujourd'hui, un peu moins d'un tiers des Français ont une idée juste de ces ordres de grandeur. Plus de la moitié minore la part des énergies renouvelables, et quatre sur dix surestiment celle du pétrole (graphique 6).

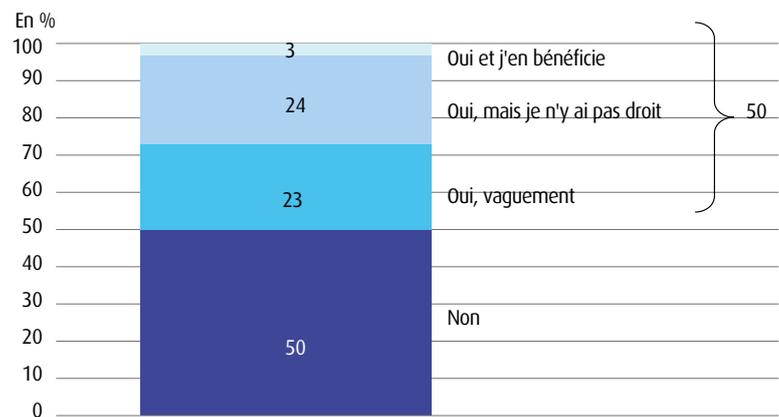
Sensibles à leur facture, 40 % des Français considéraient en juin 2011 que le gaz naturel était l'énergie de chauffage dont le prix avait le plus augmenté ces dix dernières années, 29 % citant le fioul et 24 % l'électricité. En réalité, l'augmentation annuelle moyenne du prix du fioul domestique (+ 8,6 %) est supérieure à celle du gaz (+ 6,1 %). Il est probable que chacun soit plus sensible aux prix qui l'affectent directement. Or le gaz naturel est la première énergie de chauffage du logement (41 %, contre 31 % pour l'électricité et 10 % pour le fioul).

Graphique 4 – Il est probable que le prix de l'énergie augmente dans les prochaines années. Comment envisagez-vous principalement de vous adapter à cette augmentation ?



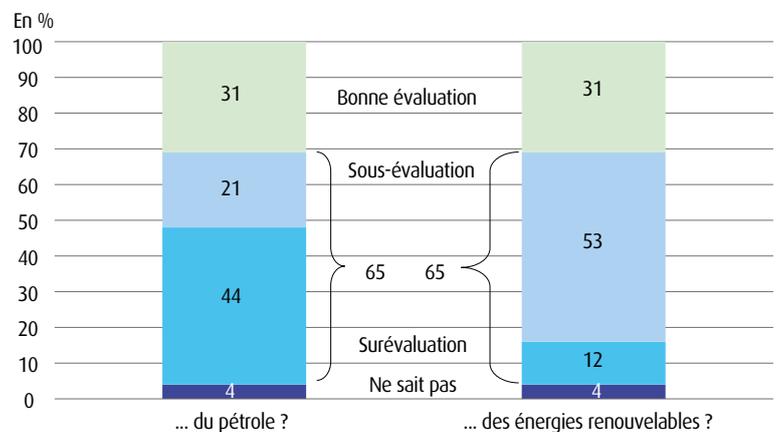
Source : Crédoc*, enquêtes Conditions de vie et aspirations, juin 2011.
* Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Graphique 5 – Connaissez-vous l'existence des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité ?



Lecture : 50 % n'ont jamais entendu parler des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité.
Source : Crédoc*, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2012.
* Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Graphique 6 – Le gaz, l'électricité, le pétrole et les énergies renouvelables sont les principales sources d'énergie. Selon vous, aujourd'hui, quelle est la part dans la consommation d'énergie en France...



Lecture : 31 % des Français évaluent correctement la part du pétrole dans la consommation d'énergie.

Source : Crédoc*, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2012.
* Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Les opinions des Français les plus vulnérables

Les personnes à bas revenu citent le coût plus faible et la stabilité des prix de l'électricité loin devant tous les autres avantages du nucléaire (37 % pour chaque). Près de six sur dix refusent une hausse des prix pour sortir du nucléaire, alors que la moitié des Français y sont prêts.

Si le prix de l'énergie augmentait dans les prochaines années, une personne sur deux déclare qu'elle réduirait sa consommation. Cette proportion monte à 56 % chez celles qui doivent s'imposer des restrictions budgétaires, et à plus de 60 % au sein des foyers vivant avec moins de 900 euros par mois. Ces derniers seraient aussi moins nombreux (15 % contre 26 % dans l'ensemble de la population) à investir dans des dispositifs économes en énergie. Les personnes au foyer apparaissent particulièrement vulnérables : les deux tiers réduiraient leur consommation si les prix de l'énergie augmentaient dans les prochaines années. Elles sont moitié moins (13 %) que l'ensemble de la population à envisager d'investir dans des dispositifs économes en énergie.

Les ménages les plus modestes ont moins souvent réalisé des travaux d'économies d'énergie entre 2010 et 2011 que les autres : moitié moins à avoir amélioré l'isolation de leur logement (8 % contre 17 %), à avoir acheté un véhicule bénéficiant du bonus écologique (4 % contre 9 %), presque trois fois moins à avoir modernisé leur système de chauffage (4 % contre 11 %). Pour les actions envisagées à l'horizon d'un an, l'écart entre les plus modestes et les plus aisés était de l'ordre de un à trois pour l'isolation du logement et même de un à cinq pour la modernisation du système de chauffage.

Froid et précarité, les enseignements de l'hiver 2010-2011

Début 2011, à la fin d'un hiver très rigoureux, 10 % des Français déclaraient avoir souffert du froid pendant au moins vingt-quatre heures dans leur logement. Les titulaires de bas revenus étaient les plus touchés : 21 % des personnes disposant de moins de 900 € par mois dans leur ménage, et 17 % des personnes au foyer étaient dans ce cas. La part des personnes ayant ainsi souffert du froid grimpe même à 27 % chez les allocataires du revenu de solidarité active (RSA), et à plus de 30 % pour les personnes pour lesquelles les dépenses de logement représentent une très lourde charge.

En termes d'équipement, la proportion de personnes ayant eu froid est plus élevée chez ceux qui possèdent une chaudière collective (20 %). C'est encore plus vrai pour la moitié d'entre eux qui ne peuvent pas régler la température de leur logement (cette proportion monte à 26 %).

Le niveau de revenu mais aussi l'équipement thermique influent donc sur la capacité des ménages à se chauffer correctement.

The French and energy

In 2012, as in 2011, the French are favourable to renewable energy. If they could, around 60% of them would opt for solar, fuelwood or heat pumps for heating. Wind power is also viewed favourably.

Aware of environmental issues, the French are prepared to change their habits in the face of climate change, and two-thirds are even prepared to make sacrifices. One-third declares having already taken action or intending to do so to reduce their energy consumption.

The cost of energy remains a central issue: faced with higher prices, half of French people would reduce their consumption. However, information on the subject of energy needs to be improved.

Source

Cette étude résume les enseignements tirés de trois enquêtes réalisées par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) pour le Service de l'observation et des statistiques (SOES) du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Celles-ci ont été réalisées par téléphone en janvier et juin 2011, ainsi qu'en janvier 2012, auprès d'échantillons représentatifs des personnes de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine. Les quotas utilisés ont été fondés sur le recensement de la population. Un redressement a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population de 18 ans et plus.

Chaque enquête a été effectuée auprès de 2 000 personnes répondant à dix questions ayant trait à l'énergie. Si certaines sont communes à ces trois enquêtes, d'autres varient suivant l'actualité.

Pour en savoir plus :

• *Rapport d'activité 2011 du médiateur national de l'énergie*, 54 p.

Céline Rouquette, SOES.



le point sur

Commissariat général
au développement
durable

Service de l'observation
et des statistiques

Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
Mél : diffusion.so.es.cgdd@
developpement-durable.
gouv.fr

Fax : (33/0) 1 40 81 13 30

Directeur de la publication :
Sylvain Moreau
Rédactrice en chef :
Anne Bottin

Coordination éditoriale :
Patricia Repérant

Conception et réalisation :
FROMATIQUES ÉDITIONS
Impression : Bialec, Nancy
(France), utilisant du papier
issu de forêts durablement
gérées.

ISSN : 2100-1634

Dépôt légal : août 2012